

Mineurs isolés vivant de la délinquance : voici ce que proposent deux élus français



© Copyright : DR

13 mars 2021 - 07h00 - Monde - Par: S.A

Deux élus français ont formulé des propositions sur la situation des mineurs isolés étrangers, dont de nombreux Marocains, qui survivent avec la délinquance à Paris, Montpellier, Toulouse, Nantes, Rennes, etc. C'est l'essentiel à retenir du rapport d'une mission parlementaire.

Les députés Jean-François Eliaou (LREM) et Antoine Savignat (LR) ont dirigé une mission parlementaire sur la situation des mineurs vivant de la délinquance à Paris, Montpellier, Toulouse, Nantes, Rennes, etc, et qui refusent tout soutien des services d'aide sociale à l'enfance. Ceux-ci représentent à peu près 10 % de l'ensemble des MNA (40 000) pris en charge par les départements, fin 2019, indique le rapport parlementaire.

Le travail des députés a consisté à déterminer si des réseaux exploitent les MNA et lesquels, rapporte *Ouest France* qui les a rencontrés. Une cinquantaine d'auditions d'experts ont été commanditées. Il ressort que ces adolescents sont exploités par des réseaux qui influencent leur vie. D'où, la difficulté de les mettre sous protection. Ils ont pour mission de commettre des vols en échange d'un hébergement, du financement de leur dépendance aux médicaments ou d'un remboursement d'une dette.

Au terme de la mission, les élus ont formulé 18 propositions dont la multiplication de brigades spécialisées à l'instar de celle créée à Bordeaux. Cette proposition se justifie par le caractère complexe et technique des enquêtes qui se mènent pour démanteler ces réseaux. En raison de la hausse de délinquance surtout à Paris, où le nombre de MNA déferés devant la justice a augmenté de 87 % entre 2018 et 2019, Jean-François Eliaou (LREM) et Antoine Savignat suggèrent l'accroissement des sanctions pour tous ceux qui refusent de donner leurs empreintes. Aussi, suggèrent-ils de juger les MNA qui n'ont ni identité certaine ni garantie de représentation, dès le déferrement en une seule audience.

La vie des MNA n'étant pas un long fleuve tranquille, les deux élus recommandent une aide pluridisciplinaire (médicale, juridique, éducative, sociale) dans des lieux qui leur sont consacrés. Ceci permettra de ne pas les mélanger avec les autres jeunes pris en charge par l'aide sociale à l'enfance. Aussi, suggèrent-ils de suivre l'exemple de la Belgique qui a créé un centre Esperanto qui accueille des jeunes victimes d'exploitation (sexuelle, économique ou domestique), où des éducateurs parlant plusieurs langues, une assistante sociale, une criminologue, une psychologue et une psychomotricienne les prennent en charge.

En France, la Protection judiciaire de la jeunesse s'active pour la création d'un centre d'hébergement expérimental de 12 places en faveur de mineurs et jeunes majeurs victimes de traite ou sous l'emprise de réseaux.

Mots clés: Immigration clandestine , France , Paris , Toulouse , Nantes

Aller plus loin:

Retour des mineurs isolés : des associations dénoncent l'accord franco-marocain

Ces articles peuvent vous intéresser



Opération Marhaba 2021 : le Maroc pourrait exclure Ceuta et Melilla



Le joueur Imran Louza menacé de mort après une défaite



Samir, meurtrier présumé de sa compagne Aurélie Vaquier



MRE : l'opération Marhaba dépendra de la réussite de la campagne de vaccination



Amar Saâdani possède plusieurs biens immobiliers au Maroc



Le Royaume-Uni va mettre le Maroc dans la liste des pays verts pour les voyages d'été



Ramadan : les Marocains vont jeûner plus que les Saoudiens



Trafic international de drogue : des Marocains condamnés à Lyon



L'Espagne a renforcé la police marocaine avec plus de 35 millions d'euros



Du nouveau sur l'attentat déjoué en France avec l'aide du Maroc



Le Maroc a aidé la France à déjouer une attaque terroriste



Achraf Hakimi dans le viseur d'Arsenal, l'Inter Milan pose ses conditions

Derniers articles



Sidi Bennour : il tue son frère pour une botte de foin



Mutandis s'offre l'Américain Season Brand



Belgique ou Maroc : Anouar Ait El Hadj n'a pas encore choisi



Le Maroc classé en zone orange par la France



La DGI publie un guide sur la non double imposition (document)



Taghazout prête à accueillir les touristes et les MRE

Autres news



Bruxelles : la Stib prend acte de sa condamnation sur le port du voile



L'Espagne hausse le ton face au Maroc



Brahim Ghali poursuivi pour faux et usage de faux



La crise avec le Maroc est « politique et diplomatique » et non migratoire



Abdelmadjid Tebboune menace le Maroc et Mohammed VI



Espagne : les Marocains victimes des réseaux spécialisés dans les mariages blancs